

Les femmes dansent pour n'importe quel candidat qui paye

Sans aucune conviction mais seulement par besoin d'argent, des femmes dansent et chantent pour des candidats qui souvent ne les respectent pas et les payent mal. Une forme de manipulation qui consterne celles qui appellent à voter pour les femmes candidates.

Dans la grande salle de l'aumônerie des jeunes, une centaine de femmes visiblement fatiguées attend impatiemment un candidat depuis midi. Il est 20 h, elles ne chantent plus, quelques unes discutent, d'autres somnolent "Nous sommes ici depuis 13 h, sans rien manger", témoigne Générose Senga, membre de la Dynamique pour l'union des ressortissants du Maniema (Durema). "J'attendais que l'autre candidat termine son meeting pour me permettre de commencer mes activités", se justifie le candidat à son arrivée.

Les femmes des mutualités, des Eglises, les commerçantes, les épouses de militaires, de policiers et les veuves sont la cible des candidats. Démunies et sans travail, elles répondent aux appels de tous les candidats pour se faire un peu d'argent. "En une journée il m'arrive d'être dans deux manifestations pourvu que je change d'habit", affirme une veuve militaire venue du camp Ketele.

Certaines effectuent de dizaines de Km. "Je viens de Lula sur la rive gauche du fleuve Congo; au nom de notre association", témoigne une quadragénaire, sourire aux lèvres avec un enfant au dos devant la maison d'un candidat. Ce sont leurs leaders qui prennent contact avec les candidats ou leurs mandataires. De bouche à oreille, le message passe et les femmes affluent. "Que toute maman qui a besoin d'habit ou de riz passe à tel endroit demain à 17h", lance le mobilisateur d'un candidat.

D'autres abandonnent même les tâches ménagères. Ce qui crée des conflits conjugaux. "Pas à cette heure. Il nous a plutôt appelé à 16 h, va d'abord faire ton travail", reprochait l'une d'elle à sa voisine Le 15 novembre dernier au plateau Boyoma, une femme a été battue par son mari pour avoir passé toute la journée chez un candidat. Mais ces femmes ne dansent pas pour leurs consoeurs candidates qui n'ont pas d'argent à leur

offrir.

Souvent leur déception est grande. Après, les rencontres, ces femmes injurient le candidat qui ne leur a remis que 1500 fc ou 2000 fc pour toute la journée. Parfois, elles se disputent lors du partage de l'argent. Pourtant, elles n'hésitent pas à répondre à un autre meeting. Souvent le candidat n'est même pas au rendez vous. "Nous aimons notre candidat, mais nous sommes restés ici de 14h à 18h, il n'est pas venu", regrette un groupe des femmes devant foyer social de Kabondo.

Manque d'encadrement

"Mon commerce de fufu, d'huile de palme et épices me rapporte mieux que ça sans être exposé au soleil en chantant", s'indignait une commerçante du marché IAT, devant un groupe de jeunes qui se disputaient l'argent remis par un candidat. Bon nombre d'observateurs s'étonnent de voir ainsi les femmes qui représentent plus la moitié de l'électorat ne pas être consciente de leur force.

Le collectif de femmes qui depuis plusieurs mois à lancé slogan "femmes voter femmes" ne voit pas ces femmes affluer. "Ces femmes ne partent pas par conviction politique encore moins par adhésion au programme mais par besoin d'argent", se désole Claudine Bela, membre de la société civile Force de l'oriental.

"Elles sont disponibles, patientes et souvent tolérantes. Elles nous écoutent plus facilement que l'électorat masculin qui est rigoureux, exigeant

et souvent occupé", témoigne un mobilisateur. Mais selon Claudine Bela, certaines responsables des associations féminines ne jouent pas pleinement leur rôle d'encadrement et de conscientisation de femmes. Elles ne se font pas respecter et servent les intérêts des politiciens.

Christian Uzilo



Caricature Mongongo

Pas d'accès équitable des candidats aux médias

Depuis le début de la campagne électorale, tous les candidats ne bénéficient pas du même temps d'antenne dans les radios, comme le prévoit les directives du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac). Ceux de la majorité qui disposent de plus de moyens sont privilégiés dans beaucoup de médias qui font de la propagande et moins de l'information.

A LIRE EN PAGE...

2 - Pour la première fois, les paysans interpellent les candidats
- Territoire d'Isangi : le vote tribal dangereux et inefficace

4 - Des animateurs radios dérapent...
- Territoire d'Opala : enclavé, isolé, négligé de tous

6 - Vendre sur la chaussée, cause embouteillages et accidents
- Le lotoko détruits les hommes et leurs familles

8 - Bokeseni mpo na kokabola maloba na ba-candidats
- Isangi kopona se bai libota ekosunga te

longueur de journée, les antennes des radios et télévisions locales et celles captées depuis Kinshasa, diffusent chansons, images et sons des activités de campagne des candidats présidents et députés. Certains candidats de la majorité (la majorité présidentielle) occupent une place de choix dans les radios privées, confessionnelles... et sur la chaîne publique, la RTNC. Certains candidats qui occupent des fonctions publiques et disposent de gros moyens, sont privilégiés dans les médias et par certains journalistes qui courent derrière "le coupage". Certains journaux qui paraissent localement publient les photos, numéros et activités des candidats sur une page. Ceux-ci sont aussi plusieurs fois cités dans un même papier. Dans beaucoup de journaux parlés ou télévisés, leurs messages repris sont accompagnés de commentaires laudatifs. "Nous devons bien présenter exhaustivement l'information puisque sa diffusion a été payée", explique Mbuyi Mukadi, rédacteur en chef à Radiotélévision numérique boyoma (Rtnb). Pour le professeur Jean Pierre Lifoli, politologue et journaliste, cela n'est pas permis. "On cite le

numéro d'un candidat quand on cite aussi ceux des autres. Sinon, c'est faire de la propagande".

Cependant beaucoup de candidats invitent rarement les médias et leurs programmes d'activités sont peu connus. "On pensait que les candidats seraient répartis dans les médias comme l'avait fait la Haute autorité des médias (ex-Ham) en 2006", soutient Laurent Kangisa, rédacteur en chef à Radio Mwangaza. André Isia, secrétaire de rédaction à la Rtnb, assure que les candidats ne les contactent pas : "Seuls deux candidats reviennent dans nos informations grâce à nos journalistes qui sont avec eux".

Certains candidats s'arrangent avec certains journalistes ou leurs responsables à l'insu des chefs de rédaction pour médiatiser leurs activités. Les déséquilibres sont importants. Une minute 20 a suffi pour présenter le meeting du candidat Étienne Tshisekedi difficilement diffusé contre cinq minutes consacrées aux activités d'un candidat député de la majorité, informe un journaliste de la radio télévision nationale.

(suite à lire page 6)

Pour la première fois, les paysans interpellent les candidats

(Syfia Kisangani/Médias pour la paix et la démocratie) Le 17 novembre dernier, pour la première fois, près de 500 paysans ont échangé directement avec des candidats députés de Kisangani sur leur projet de société en rapport avec l'agriculture.

L'Union paysanne pour le développement de Kisangani (UPDKIS) a organisé pour la première fois, le 17 novembre dernier, une "tribune d'expression populaire" entre des paysans et une petite dizaine de candidats à la députation nationale à l'alliance franco-congolaise.

utile face aux multiples promesses qui leur sont faites", résume le coordonnateur d'UPDKIS, l'ingénieur Squadra Mugaza. Il constate que, ces cinq dernières années, sur 90 lois votées, une seule porte sur l'agriculture... Au cours de la tribune d'expression populaire,

Paysans informés et critiques

Les agriculteurs ont aussi exprimé leurs préoccupations : "construction d'écoles de métiers et de centres d'alphabétisation ; réhabilitation de la route Kisangani-Opala, etc." Une paysanne de cette localité, grenier de la capitale de la Province Orientale, a dénoncé les prix imposés par les grands acheteurs et la taxe d'emballage de l'Etat sur les produits vivriers. Critiques, certains ont demandé si, une fois élu, tel député n'allait pas fermer son téléphone comme l'ont fait en 2006 de nombreux autres avant lui... D'autres ont interrogé un candidat pour savoir s'il serait réellement écouté par le président de la République qu'il soutient. "Je démissionnerais s'il n'écoute pas mes plaidoyers sur vos problèmes", a-t-il promis.

Certains politiciens ont en retour aussi interpellé les paysans à propos des dons qu'ils reçoivent ça et là : "La main qui donne est au dessus de celle qui reçoit. Vous devez être indépendants !" Le délégué de la Ceni leur a expliqué qu'ils devaient se présenter au bureau de vote avec leurs cartes d'électeurs et que le vote était secret. Des précisions importantes, comme le montre le récit de cette paysanne qui affirme qu'en 2006, ce sont les témoins de certains partis qui les avaient aidés à voter...

Une indépendance pas forcément évidente à conquérir... Ainsi, avant de partir, plusieurs candidats ont laissé de l'argent pour l'organisateur, mais aussi leurs numéros de téléphone. Les deux parties souhaitent en effet garder des contacts permanents. Les députés seront désormais suivis de plus près... Les responsables des associations de paysans et certains délégués, heureux de ces premiers échanges et moins intimidés par les politiciens, se disent mieux informés pour voter utilement. Beaucoup disent vouloir informer à leur tour leurs membres. UPDKIS s'est engagée à poursuivre cette initiative, même après les élections, si elle trouve un financement pour cela.

Hortense Basea



Un agent de la Ceni explique le processus électoral aux paysans avant le débat avec les candidats © Mongongo

Pour ce face à face, UPDKIS, qui regroupe plus de 3 000 membres issus de 222 associations, avait fait venir près de 500 paysans de Kisangani et des périphéries. Beaucoup se sont présentés, désireux d'avoir enfin un échange direct avec leurs candidats, mais, pour accéder à la salle, ils devaient présenter leurs invitations. Notre objectif est de les "aider à opérer un choix

chaque candidat a présenté son projet de société : "transformation locale des produits des champs ; suppression des tracasseries administratives et policières ; création par l'Etat de banques de crédits agricoles ; soutien aux associations paysannes, etc." Un candidat, encore sénateur, a promis d'initier une loi sur le code agricole. Un autre une loi sur le droit foncier des paysans.

Territoire d'Isangi

Le vote tribal dangereux et inefficace

Malgré l'adoption d'un code de conduite local, de nombreux dérapages sont observés à Isangi : des candidats jouent de l'appartenance tribale pour se faire élire, d'autres incitent leurs militants à l'intolérance, certaines Églises s'immiscent dans la campagne.

Depuis le début de la campagne électorale, le territoire d'Isangi à 128 km au Nord Est de Kisangani enregistre de nombreux cas d'intolérance, des propos discourtois et des appels au vote tribal. Certains candidats attisent la fibre tribale pour s'attirer des voix. "Ils nous demandent de voter notre frère pour avoir un représentant de notre tribu au parlement", informe Jean, un habitant du village Yasendo. "Nous avons tenu quatre réunions avec nos sages pour désigner le candidat de notre chefferie", renseigne un habitant d'un village situé à près de 70 km d'Isangi. D'autres incitent leurs communautés à restreindre la liberté de campagne des autres candidats dans leurs villages. L'administrateur du territoire, Makanda Mwamba, qui condamne ces dérapages précise que les politiciens oublient qu'aucun secteur ou chefferie ne peut, à elle seule, atteindre le quotient électoral permettant d'élire un candidat.

Des actes d'intolérance

"Vous avez élu des gens qui ne savent pas porter des chaussures respectables dans l'hémicycle. Je les ai accompagnés même dans les magasins", se moque un candidat en citant même le nom de son collègue devant les étudiants de l'ISP Isangi. Le 16 novembre, un candidat de la majorité présidentielle (MP) s'est indigné auprès de l'administrateur du territoire qu'un candidat de l'opposition ait envoyé ses militants battre campagne juste devant son quartier général. "Ses partisans chantaient qu'il n'y a pas un autre candidat que le leur en précisant son numéro. Mes partisans allaient se venger mais je les ai calmés", explique le candidat plaignant. "Mes membres étaient sur la voie publique", rétorque l'accusé.

La société civile dénombre plus de 10 calicots et banderoles arrachés et une cinquantaine de photos des candidats déchirées dans la semaine du 7 au 14 novembre. Selon l'administrateur assistant, chargé des questions politiques et administratives Filibert Ocon, la situation est la même à l'intérieur du territoire, notamment à Yangambi.

Le code de bonne conduite foulé aux pieds

Pourtant les Ong, les Églises, les chefs de secteurs et des chefferies, les notabilités locales avaient adopté un code de bonne conduite local pour prévenir tout acte de violence lors d'un atelier tenu en octobre. Ce document interdit formellement aux postulants le discours ethnique et tribal ; tout meeting dans un marché doit être signalé au gérant qui le programme à un moment précis pour éviter les embouteillages ; les Églises s'étaient engagées à ne pas donner la parole aux candidats pendant les cultes pour ne pas diviser les fidèles.

"Nous avons la mission d'éclairer nos fidèles sur le profil d'un bon candidat et non de montrer le candidat de notre choix", souligne l'abbé Joseph Mola, président de l'association Pasteurs unis pour le développement d'Isangi (PUDI). Le dimanche 15 novembre lors des ordinations des abbés à l'Église catholique, les candidats qui avaient apporté des cadeaux ont été interdits de parole pendant le culte. Le secrétaire régional de l'Église Communauté Baptiste du Fleuve Congo a demandé à toutes les paroisses de ne pas accepter qu'un candidat prenne la parole à l'église. Les radios (principalement les deux appartenant aux opérateurs politiques) de citer les candidats qui n'auront pas la réplique dans leurs médias. Les chefs des secteurs et chefferies devaient rester neutres car certains candidats qui leur ont donné des motos, des antennes paraboliques veulent qu'elles donnent des consignes de vote en leur faveur.

D'autres ne respectent pas ces consignes. "Notre pasteur manque du respect à mon grand frère candidat", s'irrite Fiston, fidèle d'une Église de réveil à Yabaondo. Il accuse l'homme de Dieu d'avoir tenu des propos discourtois à l'endroit de son grand frère quand il présentait un candidat à l'Église. "Nous sommes toujours envahis et facilement débordés", témoigne aussi le gérant du marché Lisaliko dans le groupement Isangi. Un dimanche, les meetings de cinq candidats au marché de Yangambi ont perturbé l'ambiance. Certains commerçants témoignent avoir perdu leurs biens à la suite de l'agitation survenue quand l'un jetait les chapeaux et ses photos.

Joseph Bassay

Sud-Kivu

Les observateurs électoraux exercent péniblement leur mission

(Syfia Bukavu/ProxiMédias Libres) Être observateur électoral est une mission difficile. Pourtant, de plus en plus de citoyens veulent s'y essayer. Leurs avis, transmis à la Ceni, permettent de mettre à jour certaines irrégularités.

Manque de frais de transport, manque de moyens de communication, travailler à jeun, observer le scrutin dans des bureaux éloignés par de longues distances...”, énumère Jean Mwilarhe, membre du Réseau national des observateurs de la Société civile pour les élections au Congo (Renosec), qui a observé le scrutin en 2006. Michel Rumputu, président d'un bureau de vote cette année là, ajoute : “Les observateurs ont rencontré beaucoup de contraintes qui ont alourdi leur travail : bousculades d'électeurs, fatigue, faim, coupures de courant, arrogance de certains agents de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante)”.

Malgré toutes ces difficultés, les candidats observateurs sont nombreux à postuler pour les élections du 28 novembre prochain : 500 demandes actuelles contre 150 observateurs déployés dans toute la province durant la révision du fichier électoral de juin à août, tous émanant du bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu. Leur nombre est illimité, mais ils doivent au préalable être accrédités par la Ceni.

En proie à des difficultés financières, les Organisations de la société civile (OSC) demandent le soutien des bailleurs de fonds (qui vont contribuer à hauteur de 20 % du budget global consacré aux élections) et celui du gouvernement. Pourtant, l'article 44 de la loi électorale tranche net : “L'observateur n'est à la charge ni de l'Etat congolais, ni de la Ceni.” C'est donc la structure qui le mandate qui doit financer sa formation et son déploie-

ment. Une mission semble-t-il encore plus délicate cette année : “Par rapport à 2006, le contexte électoral actuel s'annonce plus difficile, avec des agitations dans les partis politiques”, estime Solange Lwashiga, coordinatrice du Caucus des femmes du Sud-Kivu, organisation qui avait pu verser 20 \$ à chacune de ses observatrices en 2006, chose que n'avaient pas pu faire beaucoup d'autres associations.

"Je suis démocrate et patriote"

Les OSC affirment pourtant que leur détermination à observer le scrutin et à s'assurer qu'il se déroulera dans la transparence reste ferme. “Nous allons assumer sans peur les difficultés liées à notre mission d'observateur. Nous y sommes habitués en tant qu'acteurs de la société civile”, lance Frédéric Mushagalusa, futur observateur. “Être observateur national en RDC, c'est du patriotisme, poursuit Dieudonné Sango, responsable du Réseau des organisations de la société civile pour l'observation des élections (Rosoe). Et le patriotisme est un sacrifice. Souvent, il faut utiliser son propre argent pour pousser les décideurs au changement”. Jean Mwilarhe explique : “Je suis démocrate et patriote. Mon seul souci est de voir mon pays quitter ce gouffre de mauvaise gouvernance dans lequel les mauvais politiques l'ont plongé.”

Le rôle des observateurs est noble pour assurer la transparence, un élément indispensable pour des élections libres. “Durant la révision du fichier électoral, les observateurs des

OSC ont transmis leurs rapports au bureau de la Ceni. Leurs données nous ont permis de découvrir que certains (personnels des bureaux d'enrôlement et policiers chargés de la sécurité, Ndlr) demandaient de l'argent ou enrôlaient leurs amis et leurs frères en priorité, explique Gustave Lungumbu Bweni, chargé de l'éducation civique et électorale à la Ceni Bukavu. Nous avons visité les bureaux concernés et exigé publiquement d'être informés, afin de sanctionner les récidivistes.”

Se former avant d'observer

Être observateur est donc une mission importante, mais difficile. Plusieurs critères sont demandés à ceux qui veulent le devenir. “L'engagement et la volonté citoyens, un niveau d'étude acceptable permettant de noter tout ce qui se passe dans le bureau de vote et de rédiger un rapport cohérent, être Congolais et membre d'une OSC, ne pas être engagé comme militant dans un parti politique, faire preuve d'une éthique sociale basée sur la tolérance et la sociabilité”, énumère Dieudonné Sango.

Pour bien suivre, noter et rapporter tous les événements, les observateurs sont formés par la Société civile. Parmi eux, les superviseurs des bureaux de vote expliquent et font notamment des simulations du module “Comment observer les élections”. A l'issue de la formation, ils seront déployés dans ces bureaux.

D. Ndagano, F. Namegabe, P. Murhula, D. Byankomero

LA VILLE EN BREF**Quartier Kitenge : tension autour du don d'un candidat**

14 au 20 novembre : vive tension observée au quartier Kitenge dans la commune Makiso derrière la faculté de psychologie. Les habitants qui ont passé plus de trois ans sans courant accusent le recteur de l'université de Kisangani de refuser que le transformateur, don d'un candidat député soit installé dans l'enceinte de l'Unikis pour les alimenter. La population a barricadé la route et a empêché les élèves du complexe scolaire Unikis d'étudier. L'intervention de la police a rétabli l'ordre. Selon le recteur de l'Unikis, il faut plutôt suivre la procédure avec la Société nationale d'électricité pour installer ce transformateur. Mais son institution ne s'y oppose pas.

Depuis le 07 octobre, grâce à leurs cotisations, les habitants avaient commencé à construire une cabine en briques (pour l'entreposage du transformateur) sur l'avenue Kiwele non loin de la faculté de psychologie. Le transformateur y est entreposé et les jeunes du quartier veillent dessus jour et nuit. On peut lire sur des affiches “Kitenge I, Kitenge II, Mahikari, Sana et Zinia, pas d'électricité pas de vote”. Le candidat et le représentant des étudiants ont appelé au calme car les autorités ont accepté que le transformateur sera installé.

Armand Makanisi

Des observateurs pour la transparence des scrutins

Du 19 au 20 novembre, le Groupe Lotus, une Ong des droits de l'homme a formé au centre de pastorale 220 observateurs, 30 observateurs par commune et 10 par district - qui seront déployés le 28 novembre dans les bureaux de vote. Pour Willy Zimbule, chargé d'éducation civique à la Ceni, un bon observateur doit bien maîtriser les différents textes qui organisent la Ceni, la loi électorale et les procédures de vote.

Un observateur électoral s'assure ainsi que le comportement des membres du bureau de vote est conforme aux lois électorales : aménagement des bureaux et des urnes, la présence de témoins des partis politiques, libre accès des électeurs au bureau de vote, la participation au vote, ... Les observateurs ne contresignent pas les procès verbaux des résultats dans le bureau de vote. L'absence des témoins et des observateurs n'est pas un motif d'invalidation des scrutins. Chaque observateur aura un canevas des points d'observation. Ils établiront un rapport fiable et précis que l'ong publiera. Avant le

groupe Lotus, le Réseau national pour l'observation des élections (Renosec), la Commission Justice et Paix de l'Eglise catholique, le réseau des Ong d'éducation civique (Rodheci) ont également formés des observateurs. “On a deux fois plus d'organisations qui vont envoyer des observateurs qu'en 2006. Pour éviter des contestations, les partis politiques doivent former des témoins et la société civile des observateurs”, explique Junior Safari, secrétaire exécutif de l'ong. Selon le chargé de communication du groupe Lotus, l'objectif est de dresser un rapport général des élections de 2011 en observant avant, pendant et après les scrutins. Pour Willy Zimbule les rapports des observateurs sont importants. “Désormais les vulnérables seront aidés par les personnes de leur choix et non plus par les agents du bureau de vote dont certains leur suggèrent d'autres choix que les leurs”.

Selon Christophe Limanga, secrétaire exécutif adjoint seulement deux partis politiques et un indépendant ont sollicité la formation de leurs témoins par la Ceni. Le Docteur Simon Bokongo, coordonnateur du Mouvement de libération du Congo (MLC), parti d'opposition, affirme avoir formé déjà 130 témoins. De son côté, Ramazani Mwenewe de l'Union pour la démocratie et le Progrès social (UDPS) informe que son parti a formé 600 témoins.

Trésor Boyongo

Mobiliser la femme à voter femme

Samedi 19 novembre : le Collectif des femmes a organisé un “culte de solidarité” entre une centaine de femmes de diverses confessions religieuses et 15 candidates. L'occasion pour ces candidates de se faire connaître. Chacune a expliqué pendant trois minutes le pourquoi de sa candidature. Dans leur grande majorité, ces femmes veulent assurer la représentativité des femmes au parlement en promettant d'agir différemment des hommes. “En 2006, aucune femme n'était élue”, rappellent-elles. Cette fois -ci, le Collectif des femmes veut pousser les femmes à voter femmes. “Que les femmes soutiennent massivement les candidates comme les cyclistes vélos font pour leur candidat” exhortent les candidates.

Une candidate de la majorité demande aux femmes de ne pas se sous estimer car chacune de 29 candidates a ses talents cachés qui peuvent pousser le pays au développement. Mais certaines participantes regrettent de n'avoir pas eu la possibilité de poser des questions aux candidates.

Hortense Basea

Des animateurs radios dérapent...

Des animateurs de radio, que ne contrôlent pas leurs responsables, commettent de graves fautes professionnelles en donnant des consignes de vote ou en dénigrant certains candidats.

Certains animateurs d'émissions d'antenne libre (salutations, musique demandées...) n'hésitent pas à orienter le choix des électeurs. Ils donnent des consignes de vote ou discréditent certains candidats. Ne maîtrisant pas le code d'éthique et de déontologie du journaliste et les lois sur la presse, ils glissent dans les dérapages : diffamation, injures, dénigrement, propos discourtois... D'autres lancent le numéro de leur candidat favori comme pour le saluer.

"Attention, vous les députés de 2006, vous venez encore chercher des voix alors que vous nous aviez abandonnés cinq ans durant. Qu'avez-vous fait ? Les Boyomais, soyons vigilants. Ils n'ont rien fait. Il ne faut pas leur donner vos voix", criait une animatrice, il y deux semaines à 6h du matin dans une radio confessionnelle de la place. Pendant la pause musicale, elle faisait la dédicace à certains candidats en citant leur numéro. "Ne votez pas pour le candidat x, c'est un débile mental", lançait un autre animateur.

Luckson Kabala, rédacteur en chef de la RTNC, condamne ces agissements. Selon lui, l'animateur et le média peuvent être poursuivis en justice. "Il y a peu un enseignant et le directeur d'une entreprise de la place se sont plaints pour diffamation dans une émission sur notre chaîne", dénonçait-il. Selon l'article 74 du Code pénal, celui qui a méchamment et publiquement imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de cette personne, ou à l'exposer

au mépris public, sera puni d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende.

Pas de contrôle

Dans les médias locaux, les responsables ne contrôlent pas les conducteurs des émissions de ces animateurs. "Ils se présentent seulement avec un papier sur lequel il y a le nom des gens à saluer mais le contenu de l'émission est dans leur tête", déclare Marc Ndarozza, rédacteur en chef de Radio Télé Pécheurs d'hommes (RTPH). "Plus d'une fois, je fais rapport au directeur de programme sur le risque que court la radio mais en vain", regrette-t-il. Selon Luckson Kabala, ces animateurs prennent position lorsqu'il s'agit d'émissions politiques ou sociales qui touchent au quotidien des gens. Le régisseur de la RTNC reconnaît avoir passé des émissions où l'animateur désigne futur président avant la Ceni et la Cour suprême de justice. "Ne connaissant pas les différents délits de presse j'ai laissé passer de nombreuses émissions avec des dérapages", regrette-t-il. Benoit Kuda, coordonnateur provincial du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) martèle qu'en cas de dérapage le signal du média sera coupé et le journaliste ou l'animateur suspendu du micro pendant un temps.

Hortense Basea

Territoire d'Opala

Enclavé, isolé, négligé de tous

Le territoire et la cité d'Opala à 262 km de Kisangani sont loin de tout : sans routes pour évacuer les produits agricoles et relier la capitale provinciale, sans téléphone pour communiquer, sans radio pour s'informer. Les infrastructures - hôpitaux, écoles - sont délabrées et sans moyens. Reportage dans une région oubliée.

Aller de Kisangani à la cité d'Opala, chef-lieu du territoire du même nom, à 262 km au sud est, sur la rive gauche du fleuve Congo est un véritable parcours du combattant. Sable, érosion, flaques d'eau, ponts coupés, bourniers... rendent la route impraticable. De Kisangani à Lobaie (102 km), l'érosion menace la

cortiquent le riz sur place. Mais l'état de la route les empêche d'inonder les marchés urbains. Les produits manufacturés qui arrivent coûtent cher : la bière est deux fois plus cher qu'à Kisangani (2200 fc la Primus, 1000 fc le sucré). Le prix du transport double presque tous les prix.

des tôles, des portes et fenêtres voire des lits. Le bâtiment du bloc opératoire a brûlé en 2002. Les patients sont soignés grâce aux médicaments vendus par des commerçants ambulants et par la pharmacie des prêtres. "On s'approvisionne auprès des privés et certains infirmiers qui disposent des boutiques de vente de médicaments", témoigne le docteur Émile Sindano, le médecin directeur. "Soixante lits sont disponibles contre 105 au départ. Pas de médicaments depuis 2010 ni pharmacie et 38 agents ne reçoivent plus leur prime de risque depuis deux mois et touchent irrégulièrement leur salaire", ajoute-t-il. Une ambulance, des matelas, des groupes électrogènes, dons de la Banque africaine de développement (BAD) sont là en attente de la réhabilitation de l'hôpital. Et, faute de routes, les organismes internationaux n'accèdent que difficilement à cette zone de santé.

Dans les écoles, c'est le même dénuement, les élèves sont assis à même le sol ou sur deux bambous liés. Certains suivent les cours sous des hangars faits des rameaux. À l'école primaire Lomami à Opala, la toiture est couverte de paille peu résistante aux intempéries.

La régie de distribution d'eau ne fonctionne plus depuis plus d'une décennie et on consomme l'eau de puits et de sources. Sept puits ont été construits en 2002 par Caritas et d'autres par la Croix Rouge dans tous les coins de la cité. "Depuis lors, l'eau coule bien", dit Georges Alengela, maintenancier et constructeur.

Armand Makanisi



L'école primaire Lomami à plein centre d'Opala © Mongongo, septembre 2011

voie sur les collines. Le pont sur la rivière Lienge coupé depuis 2009 est remplacé par deux petits troncs d'arbres. De là à Lomami à 204 km de Kisangani, les herbes ont réduit la chaussée à un sentier. Les 8 km suivants sont encore pires. Les rares véhicules qui fréquentent cette route y passent des jours et des mois. Pour traverser la Lomani, ils doivent être embarqués sur le bac ou sur des radeaux (des assemblages de pirogue). Même les petites routes entre Opala centre et les localités voisines sont impraticables. Le transport des marchandises entre Kisangani et Opala n'est assuré que par les baleinières qui mettent 5 à 7 jours sur plus 320 km. Les vélos transportent les récoltes des maisons vers les entrepôts.

L'agriculture asphyxiée

Ce territoire à vocation agricole est ainsi asphyxié. Les motos sont rares, le vélo est le principal moyen de transport de marchandises et de personnes et il est difficile d'évacuer de grandes quantités de produits des champs ou de chasse et de commercer avec Kisangani.

Pourtant les associations de paysans, de femmes et de jeunes sont dynamiques. Ils cultivent des champs collectifs, une soixantaine de rizeries dé-

Pas de téléphone, ni radio,

Circuler en dehors de la ville est un très gros problème, communiquer et s'informer aussi. "Depuis 2009, nous attendons l'implantation du réseau cellulaire mais sans succès", s'inquiète Justin Ahongeleke, un habitant d'Opala. "Les candidats se précipitent pour arracher nos voix au lieu de se battre pour amener une société de téléphonie ici", déplore Marie-Jeanne Lingalala, présidente d'Ekatakoi, une association culturelle.

Les radios sont captées sur ondes courtes et difficilement sur FM. La cité n'a pas de chaîne de radio. La population lit les journaux affichés sur le mur d'une boutique. Les agents se partagent les informations nationales et internationales avec l'administrateur du territoire lors du salut au drapeau. Seules les phonies à panneaux solaires permettent de converser à distance et de faire les transferts de fonds mais sans discrétion. "On utilise un système archaïque qui trahit parfois", déclare Étienne Mbongila, l'opérateur.

Un hôpital sans médicaments, écoles sans bancs Isolée, difficilement accessible, la ville ne bénéficie que de rares aides. L'hôpital général de référence est ainsi envahi par les herbes. Construit en 1957, il se dégrade de jour en jour, il y manque

ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

Abonnements payables :

- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso
- Mail : journal_mungongo_kis@yahoo.fr
- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.
- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.
- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France
- Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31
- Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier
Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40
IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-FRPPXXX
ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

Les projets des candidats à la présidence venus à Kisangani

Vital Kamerhe (17 novembre à l'esplanade de la poste) de l'Union pour la Nation (UNC) promet tout d'abord la refondation de l'Etat. Policiers et militaires doivent rester dans les camps militaires, avec un salaire le 15 et 30 du mois. La fonction publique doit être réhabilitée et le fonctionnaire de l'Etat doit toucher le salaire de Mbudi. Il est favorable à la création des écoles des métiers pour les jeunes. Il promet de réhabiliter les écoles, la gratuité de l'enseignement, la réforme du programme d'enseignement, la formation des enseignants et l'augmentation de leurs salaires. Enfin il propose d'instaurer un système de mutuelles de santé.

Joseph Kabila (18 novembre devant la mairie), candidat indépendant de la majorité présidentielle promet la construction d'un pont entre les deux rives du fleuve Congo dont les travaux commenceront début 2012. Le gouvernement dispose aussi de fonds pour moderniser la centrale hydroélectrique de la Tshopo en 2012. Il promet de poursuivre la modernisation de la voirie urbaine, de l'Unikis et des cliniques universitaires. Selon lui, la route Kisangani-Bunia sera asphaltée. Il a avoué de n'avoir pas réalisé la promesse de la cimenterie de la province orientale dont il avait posé la première pierre en 2007.

Kengo Wa dondo (19 novembre à l'aéroport de Bangboka), il a 100 propositions qu'il compte appliquer dans les 100 premiers jours de son mandat s'il est élu pour changer le pays et aller vers un pays émergent. Il promet la restauration de l'autorité de l'Etat, la relance de l'économie et de l'agriculture priorité des priorités, l'eau et l'électricité, l'éducation et la santé pour tous.

Dr Kakesse Nicéphore (20 novembre à l'esplanade de la poste), de l'Union pour le réveil et le développement du Congo (URDC) basera son projet de société sur la réhabilitation de la famille congolaise en donnant de l'emploi au père et à la mère afin de mettre fin au problème des enfants de la rue. La bonne éducation doit partir de la famille, non de l'école. Il promet la sécurisation du pays, la loi qui doit être au dessus de tout le monde. Il va implanter des chambres froides pour les pêcheurs pour ne plus importer de poissons alors que le Congo a de nombreux cours d'eau.

Andeka Djamba (21 novembre à l'esplanade de la poste), de l'Alliance des nationalistes croyants congolais (ANCC), prône l'équilibre dans la répartition des richesses du Congo, grâce au nationalisme croyant qui prône la politique à visage humain. C'est une solution pour la renaissance du Congo. La Province orientale est celle qui est la plus victime des traumatismes politiques.

"Aucun militaire n'est au-dessus de la loi"

(Syfia/RCN) A Kisangani, les tribunaux militaires ne laissent plus impunis les abus des militaires et des policiers contre les populations civiles, en particulier les femmes et les enfants. Ailleurs en Province Orientale, des audiences foraines sont organisées. L'armée appelle tout soldat au strict respect de la discipline.

Chaque chef d'unité doit sanctionner son soldat s'il commet une faute disciplinaire. S'il ne le fait pas, c'est lui qui sera sanctionné lorsque cette affaire aura une dimension pénale. La sanction peut être à la fois pénale et disciplinaire. **Aucun militaire n'est au-dessus de la loi**", martèle le major magistrat Jean-Baptiste Kumbu Ngoma, auditeur militaire de garnison de Kisangani. "Chaque jour des audiences se tiennent au Tribunal militaire à Kisangani et des policiers et militai-

Chef militaire «pénalement responsable»

Depuis quelques années, les tribunaux militaires appliquent les règles de la Cour pénale internationale en matière des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de génocide. Selon l'article 28 du Statut de Rome qui régit la CPI, "un chef militaire ou une personne faisant effectivement fonction de chef militaire est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des forces placées sous son commandement et son contrôle effectifs". En RDC, la loi n° 24/2002 du 18 novembre 2002 portant Code pénal militaire en son article 169,

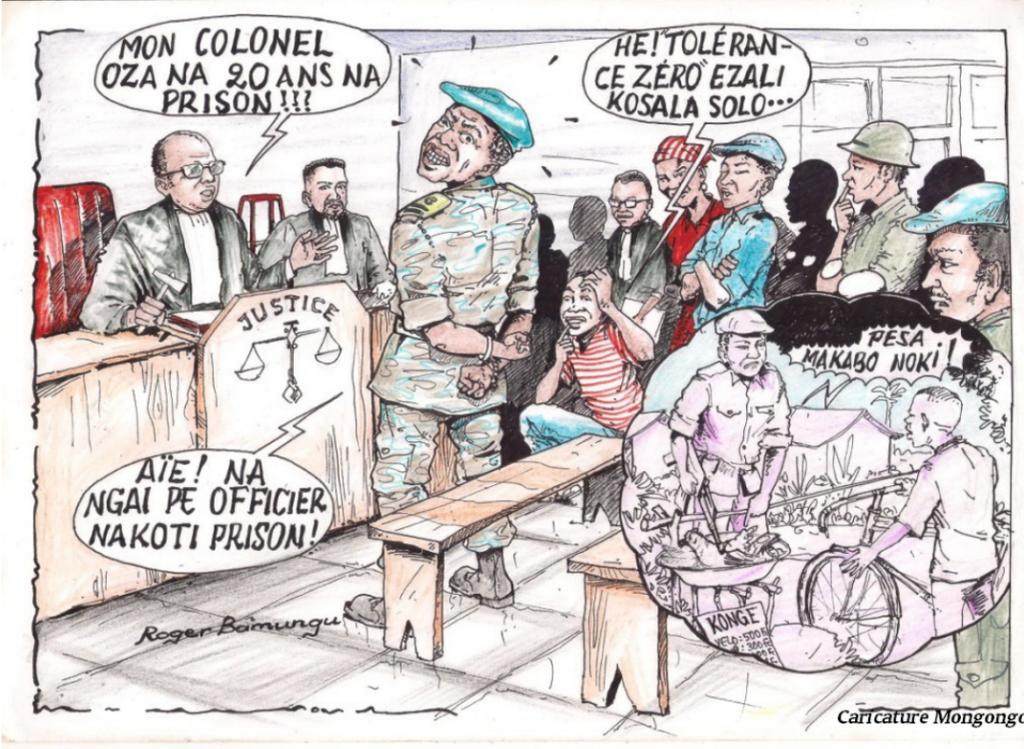
paragraphe 7 dispose par ailleurs que "le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, la stérilisation forcée et tout autre acte de violence sexuelle de comparable gravité sont considérés comme des crimes contre l'humanité passibles de la peine de mort". Depuis 2003, cette peine n'a plus été exécutée et est commuée à la prison à perpétuité.

L'article 35 du code de discipline militaire note, en outre, que le militaire doit s'abstenir d'actes ou de complicité d'actes de violences sexuelles. Il a par contre le devoir, selon le règlement militaire, de dénoncer, de traquer les auteurs de violences sexuelles et de les faire traduire en justice.

Outre ces viols, militaires et policiers peuvent être aussi condamnés pour vols. L'article 63 du code pénal militaire punit d'emprisonnement à vie tous pillages ou dégâts de denrées, marchandises ou effets, commis en bandes par des militaires avec violences envers les personnes. L'article 104 punit de 4 ans d'emprisonnement tout militaire ou assimilé qui se rend coupable d'acte arbitraire ou attentatoire aux droits et libertés des citoyens.

Durant la dernière décennie de guerre (1996-2006), de nombreux militaires et policiers pensaient que l'armée n'avait pas de lois. Ils se permettaient tout à cause de la déliquescence des tribunaux militaires. Aujourd'hui, la RDC essaie de former une armée républicaine et respectueuse des lois et des droits humains. "Aucune infraction ou indiscipline ne restera impunie", promet le major magistrat Jean-Baptiste Kumbu Ngoma.

Pépé Mikwa et Aliana Alipanagama



res qui commettent des infractions militaires et de droit commun sont sanctionnés", ajoute-t-il. Ailleurs en Province Orientale, des militaires restent impunis faute de tribunal permanent. Dans certaines localités, on organise cependant parfois des audiences foraines ou on envoie un groupe de soldats arrêter les militaires fautifs qui sont ensuite jugés à Kisangani.

Le 14 mai dernier, six policiers du commissariat du territoire d'Opala, à 250 km au sud-ouest de Kisangani ont été condamnés à perpétuité et renvoyés du corps de la police nationale congolaise (PNC). Ils étaient poursuivis pour crimes contre l'humanité pour avoir violé des femmes et procédé à des arrestations arbitraires et des pillages. Une chambre foraine de cinq jours a été organisée par le Tribunal militaire de garnison de Kisangani en plein marché d'Opala. Les condamnés ont été transférés à la prison centrale de Kisangani par l'hélicoptère de la Monusco. Les faits remontent à la nuit du 13 au 14 décembre 2010 dans les villages de Yakongolo et Yakoko, situés à près de 40 km au sud d'Opala. Ces policiers, envoyés pour enquêter sur un conflit de gestion entre populations d'un beach de traversée des pirogues dans deux localités, sur la rivière Lomami, se sont détournés de leur mission. Ils ont extorqué et pillé les biens de civils (chèvres, poules, canards, vivres) et arrêté 18 femmes qu'ils ont violées pendant leurs deux jours de détention. L'une d'elles était enceinte de huit mois, l'autre avait accouché moins d'une semaine avant... Après leur libération, ces femmes ont dénoncé ces viols auprès de l'administrateur de territoire.

Le Code de conduite du soldat

(Syfia/RCN) L'armée congolaise dispose depuis peu d'un service d'éducation civique et patriotique pour informer les militaires sur leurs devoirs et missions, la discipline militaire, ce qu'ils doivent faire et ne pas faire en temps de paix comme en temps de guerre. En juin dernier, 25 militaires ont été formés à Kisangani par ce service. Ils ont à présent pour rôle de sensibiliser les différentes unités sur le Code de conduite du soldat de la RDC. "Tout militaire doit avoir ce code dans la poche", insiste le lieutenant Paul Kawaya, directeur de la presse militaire qui le vulgarise sur les antennes de la RTNC. Le général Jean-Claude Kifwa y revient chaque lundi, pendant les parades militaires.

Dans le préambule de ce code, le président Joseph Kabila, commandant suprême des forces armées, souligne "que le rétablissement de la confiance mutuelle entre la nation et l'armée ne peut être possible que si les forces armées s'engagent à défendre les intérêts supérieurs de la nation, à protéger sa population et ses biens dans le respect strict du droit." "Un militaire formé est un citoyen exemplaire et à part entière", ajoute le ministre de la Défense, Charles Mwando Nsimba.

L'article 2 du Code stipule que le militaire ne peut pas prendre part à des polémiques des partis politiques ou des sectes et ne peut pas assister à des réunions politiques. Le militaire ne doit pas s'attaquer aux biens des civils et il a l'obligation de leur apporter assistance.

Pépé Mikwa

Vendre sur la chaussée, cause accidents et embouteillages

Pour circuler, les piétons sont souvent contraints de zigzaguer entre les petits vendeurs qui envahissent la chaussée et les conducteurs qui stationnent n'importe où. Les accidents sont nombreux, mais les responsables n'interviennent guère ne voulant pas se faire mal voir à la veille des élections.

Au parking de Kabondo, non loin du marché central de Kisangani, sur la chaussée, le jour comme la nuit des jeunes grillent des cabris, de femmes font cuire des omelettes et installent des restaurants de fortune (malewa). La présence des taximans et autres clients qui mangent en pleine rue, crée un attroupement qui rétrécit la route. Difficile de passer. Sur le boulevard du 30 juin, boutiques, cabines téléphoniques, photocopieuses et étalages de carburants bloquent les trottoirs. Les accidents sont nombreux : le 6 novembre dernier, un taximan a percuté un étalage de carburants alors qu'il s'empressait de prendre un client au rond-point ACKIS. "Au moins 2 m de part et d'autre de la chaussée devraient être dégagés non seulement pour réduire les risques d'accident, mais aussi pour permettre aux piétons de marcher en toute quiétude", affirme le capitaine Mike Tshibola, de la police de roulage.

En mai dernier, le maire de la ville avait décidé de désengorger les principales artères de la ville, mais la mise en œuvre de cette mesure n'a duré que l'espace d'un matin. Certains kiosques ont été démolis et quelques chaussées dégagées. Mais ici et là, les vendeurs sont revenus ou continuent à exercer leur activité. Pour Norbert Bosenge, gérant du marché central, cette prolifération de petits commerçants se justifie par le chômage généralisé et la modicité des salaires des fonctionnaires qui poussent les jeunes et les femmes à commercer pour vivre. "Ils ne vivent que de ça. Faut-il se réveiller un matin et les chasser de là ?", s'interroge-t-il. "Nous

sommes dans une période sensible, les dirigeants évitent de prendre des décisions antisociales pour ne pas frustrer la population avant les scrutins", constate le gérant du marché qui dit que la mairie envisage de créer un autre grand marché.

Embouteillage et saleté

En attendant, chaussures, sacs pour écoliers, des valises et habits jonchent les rues devant les portes des magasins. Au sens unique, une rue d'environ 3 m de large, plusieurs centaines de vendeurs étalent leurs articles à même le sol et bloquent la voie. "Ici nous vendons mieux qu'à l'intérieur du marché", témoigne Willy Ataningambu, un vendeur. Au bloc Nogueira, à la place espace 3000, des chaussures sont exposées le long des caniveaux. "Les autorités les chassent souvent, mais après quelque temps, ils reviennent toujours", témoigne Saidi, gérant de la boutique Pas à pas. Aux grands carrefours, les taxis vélo et moto ont installé des parkings qui rétrécissent la chaussée.

Des acheteurs apprécient ces déballages dans les rues, ils sont contents de gagner du temps au lieu de sillonner dans le marché. "Nous préférons acheter directement ici, au lieu de s'exposer aux voleurs à l'intérieur du marché", affirme Jacques Lotika, discutant le prix d'une chemise devant la Maison Internet.

Christian Uzilo

Commune Lubunga

Le lotoko détruit les hommes et leurs familles

Dans la commune Lubunga, le lotoko fait des ravages. Des hommes en boivent du matin au soir négligeant le travail et leurs familles. Beaucoup se ruinent la santé. Mais l'autorité peine toujours à interdire cette vente.

Dans le petit marché dénommé "parade" au quartier Maniema dans la commune Lubunga sur la rive gauche du fleuve Congo, la vente de l'alcool indigène Lotoko (nommé "Intervention rapide" ou "demi-Dakar" car il enivre vite) se fait au grand jour. Ici, chaque matin, des femmes, en majorité des épouses ou veuves des militaires, viennent en vendre dans des bidons de 20 litres.

D'autres femmes qui tiennent de petits nganda dans les quartiers s'y approvisionnent. Certains hommes y prennent le déjeuner (une gorgée...) avant d'aller au service, d'autres passent de longues heures à boire à 50 fc la mesure et oublient de travailler. Tôt le matin, ils circulent déjà, dégageant une odeur d'alcool qui dérange souvent leurs interlocuteurs. Des jeunes oisifs s'y invitent également.

Le lotoko est une boisson obtenue par distillation du maïs et du riz. Elle contient plus de 50% d'alcool, 10 fois plus fort que la bière Primus. Une bouteille se vend à 500 Fc, deux fois moins chère que la Primus. C'est son bas prix qui attire ceux qui veulent vite s'enivrer vite à moindre frais. Certains pères abandonnent leur foyer pour se saouler avec le peu qu'ils gagnent. "J'arrive cha-

que jour à 5 h du matin pour ne rentrer que le soir", déclare l'un d'eux avec son gobelet de lotoko en main. Il paraît amaigri et tousse toutes les cinq minutes. "Je n'ai pas de boulot", déclare Jacques Bosoku trouvé au marché "parade". "J'enregistre des plaintes des femmes qui viennent accuser leurs maris d'abandon de famille", explique Marcel Lokolomba, chef de quartier Basoko dans la commune Lubunga,

Le lotoko détruit la santé

Souvent les consommateurs de cette boisson ne s'alimentent pas correctement. Ils paraissent amaigris et fatigués, incapables de vendre leur force de travail. Cirrhose du foie, tuberculose, malnutrition sont enregistrés. "Cette année, nous avons déjà plus de 60% de cas de cirrhose de foie d'origine alcoolique et des cas de coma éthylique causés par la consommation sans contrôle de lotoko", explique le docteur Alex Ibanda, chef de staff de l'Hôpital général de Lubunga. Certaines personnes qui développent une dépendance à l'alcool, présentent des troubles de comportement : ils titubent et chantent dans les rues. "Nous avons un collègue qui paraît malade s'il

ne prend pas sa cure de lotoko toute la journée", ajoute le docteur Alex. Au risque de se détruire la santé car les boissons distillées artisanalement contiennent souvent du méthanol qui peut rendre aveugle ou même tuer.

Mais les autorités n'arrivent pas à interdire la fabrication et la vente de cet alcool. Les femmes qui le vendent allèguent souvent que cela leur permet de prendre en charge leur famille en l'absence de leurs maris au front, décédés ou sous payés. "Ma vie c'est le lotoko. J'ai plus de cinq enfants dont quatre diplômés d'Etat que je scolarise et nourris depuis plus de 25 ans grâce à ce commerce", témoigne Madeleine Ofona, vendeuse et épouse militaire rencontré au marché "parade".

Selon Marcel Lokolomba, chef de quartier Basoko dans la commune Lubunga, la vente d'alcool indigène est interdite. "En juillet dernier, nous avons saisi des bidons des vendeuses pour suspendre ce marché mais elles s'entêtent. L'Etat ferme seulement les yeux", déplore-t-il. "Difficile d'éradiquer le phénomène car certains agents de l'ordre en sont les premiers consommateurs" regrette Olivier Katanga bourgmestre de la commune Lubunga.

Hortense Basea

Opala : un tournoi de football pour attirer les électeurs

Depuis samedi 05 novembre, à l'initiative d'un candidat député du Parti lumumbiste unifié (PALU), se joue un tournoi de football à Opala, territoire situé à 262 km de Je ne comprends rien... Au delà de la portée électoraliste de l'initiative, la population se réjouit de l'encadrement de la jeunesse sportive. "Il a bien agi, en soutenant ces jeunes oubliés par tout le monde", indique un spectateur. L'équipe championne aura une enveloppe ainsi que d'autres cadeaux, précise Jean René Bokali, l'un des arbitres de cette compétition. "Le prix et les cadeaux préparés ne sont pas encore connus, mais le candidat a fait des promesses aux joueurs avant le début de la compétition", souligne Fabien Osiyo, le président organisateur. "Pourquoi soutenir ces jeunes longtemps oubliés seulement à la veille des élections ?", s'interroge cependant Emmanuel Lonyengu, un étudiant.

Aimé Césaire Efang

(suite de la une) Pas d'accès ... des candidats aux médias

Absence de régulation

Sans organe de régulation, la couverture médiatique des élections profite essentiellement aux candidats nantis. Dans un paysage médiatique dominé par les médias détenus par les politiques, J.P Lifoli constate qu'un camp monopolise la parole. Pour Delvo Atenyi, membre de la société civile, "face à cette omniprésence de la majorité, il est difficile de savoir s'il y a des candidats de l'opposition". Le seul média proche de l'opposition a repris dimanche 20 novembre après plusieurs mois de silence suite à une panne.

Au cours de sa rencontre d'évaluation de la campagne électorale, le Réseau provincial des Ong de défense des droits de l'homme de la Province orientale (Reprodhoc/po) a constaté que les médias publics sont très favorables aux candidats de la majorité et a appelé le Conseil supérieur de l'audiovisuel (Csac) à garantir l'accès équitable de tous les candidats et à être opérationnel à travers la Province orientale. Mais à Kinshasa, le Csac n'a été installé qu'à la veille de la campagne et n'a pas les moyens d'installer les coordinations provinciales, selon Benoit Kuda, coordonnateur provincial. Deux ans, il n'a plus de siège et, "sans une équipe, du matériel... il est difficile de faire le monitoring de ce qui se passe dans les médias", avoue-t-il. Il compte sur les plaintes jusque-là absentes que peut formuler tout ci-

toyen sur ces dérapages. "En favorisant ce déséquilibre, le pouvoir assure le contrôle de l'information et ne veut pas de l'arbitrage", juge J.P. Lifoli.

Des efforts d'équilibre

Seule radio Okapi essaie d'ouvrir équitablement ses antennes. "Tous les candidats présidents ont chacun droit à un reportage complet après leurs meetings et des brèves pour le reste de ses activités", explique Jacques Mukonkole, secrétaire de rédaction à radio Okapi. Depuis le 7 novembre, la rubrique question du jour d'Okapi reçoit chaque jour deux candidats députés du pouvoir et de l'opposition. Vu leur nombre (232), une trentaine, a été sélectionnée selon les regroupements politiques. La Rtna avait bien initié au début de la campagne une émission-débat, mais jusqu'alors elle n'a pas été lancée faute d'intervenant. "J'ai physiquement contacté quatre candidats, se plaint de son côté Mbuyi Mukadi de la Rtnb, mais ils me fixent des rendez-vous non honorés". J.P. Lifoli voit dans ces échecs un déficit de planification dans les médias. "Ils ignorent les activités à prévoir en cette période, attendent les candidats venir pour se faire de l'argent, ne rassurent pas ces derniers dont certains ne sont pas informés et ignorent l'importance des médias..."

Trésor Boyongo

Territoire ya opala imekosa njia na paloliticiens banaisahau

Territoire na kijiji cha Opala inapatikana 262 km na Kisangani : imekosa njia ya kupitisha mazao ya shamba (prouidits agricoles); hata njia ya kutoka kule mpaka Kisangani imeharibika. Tena hakuna simu (téléphone), hakuna redio, masomo na ma hospitali imeharibika.

Kutoka Kisangani kufika Opala 262 km mji mkuu wa territoire ya Opala kusini mashariki (sud est) ngambo ya bahari ni safari ngumu. Njia yenyewe imejaa kichanga mvua kachimba na kukatakata njia (érosion), viziwa vya maji (flaques d'eau), vilalo kuvunjika, matope, ile yote kafanya safari kuwa ngumu kwa gari, kinga, pikipiki na watu. Kisangani mpaka Lobaie (102 km) mvua imechimba njia milimani. Kilalo cha Lienge iliyovunjika toka mwaka 2009, miti imevekwa na fasi ile kutoka pale mpaka 204 Km majani imefunga njia. Kilometa 8 kupita pale ni wingi wa mateso. Mitugari michache (rares vehicules) ipitayo pale ime fanya safari ndefu ya masiku na mwezi. Kwa kukatila mto Lomami nikwa bac ao miti kutiwa pamoja (radeaux) ao mitumbu kufungwa pamoja. Haitoshe, njia ndogo pia kutoka Opala centre kwenda vijiji (localités) vya kandokando ni mbaya inaomba safari ya baleière siku 5 ao 7, kwa biza, (marchandises) kutoka Kisangani kuenda Opala. Mavuno ya wakulima (récoltes des paysans) imepakizwa kuinga kutoka shambani kwenda nyumbani.

Kazi ya kilimo imechelewa

Territoire ya opala inaishi na kazi ya kilimo ambayo leo imeshimama. Pikipiki hazionekane sana, kinachobaki ni kinga kubeba watu na mzigo. Ikiwa mizigo na mazao ya shamba ni mengi safari ya Kisangani imekua mateso.

Hata hivi jumlia (association) ya raiya (paysans), wanawake na vijana hawafunge mikono. Kwa pamoja wamelima mashamba na kutia rizeries karibu 60 pale pale mjini. Ila neno moja tu, hali ya njia ni mbaya kwa kupeleka mchele kwenye miji mingine. Vilevile vitu kutoka Kisangani vina bei

kali sababu ya transport (Chupa ya primus 2200 FC, sucré 100FC).

Téléphone hakuna

Baada ya magumu ya kutembea, habari ni ngumu kupata. “Tangu mwaka 2009, tumengojea mtandao wa simu (réseau cellulaire) hatuone kitu”, amesema Justin Ahongeleke, mkaaaji wa Opala. “Wagombea (candidats) wamefukuzia kuomba tuwachague wamesahau kutuwekeka téléphone”, amejuta Marie-Jeanne Lingalala kiongozi wa Ekatokoi shirika la utamaduni (association culturelle).

Radio ya masafa marefu (ondes courtes) kasikiwa vizuri, lakini katika FM ni vigumu. mji wa Opala umekosa chaine ya radio. Kwa kupata habari, inaomba kusoma ma journaux ku ubambazi za maduka (murs des boutiques). Wa fanya kazi wa serkali kupata habari mpadukduka wakati wa maongezi wakati wa kupandisha bendera asubui (salut au drapeau). Kwa kupata habari mbali, ya ndugu ya inchi na kupokea ama kutuma franka kwa mbali, ni phonie ya panneau solaire inayosaidia. “Tumetumia phonie ya zamaani, et puis saa moya haikamate”, amesema Etienne Bongila, opérateur wa phonie.

Hospitali bila dawa, masomo bila marfaa (banacs)

Kutokana na njia mbaya na umbali na mji mkuu Kisangani, Opala imepata msaada mara haba. Hôpital général de référence inasongwa na majani. Toka mwaka wa 1957 ilipojengwa hospitali imeharibika siku kwa siku, manjanja, milango, madirisha, vitanda vimekosa. Tangu mwaka 2002 bloc opératoire iliunguwa moto, hali ni ile ile.

Wagonjwa kapata dawa ya bei mikononi mwa wa commerçants ao katika pharmacie ya mapadri. “Tumepata dawa kutoka kwa watu binafsi na waaguzi (infirmiers) wenye maduka ya dawa (boutiques des médicaments)”, amesema Docteur Emile Sindano, Médecin directeur wa HGR. “Zamani tulikuawa na vitanda 105, sasa vimebaki 60. Dawa zimekosekana tokea mwaka 2010, pharmacie zimefungwa. Wafanyakazi 38 walioko wamekosa kulipwa prime kwa miezi miwili sasa na mshaara (salaire) haulipwe kama desturi”, ameooneza kusema daktari huyo. Kuna msaada kutoka shirika la BAD (banque africaine de développement) ulio pale ukingojea hospitali itengenezwe vipya (réhabilitation). Msaada ni wa ambulance, godoro (matelas), groupes électrogènes.

Upande wa masomo, wanafunzi wanaikaa chini ama juu ya mianzi (bambous). Wanafunzi wengine wamesoma katika vibanda (hangars) vya mangalala. Ecole primaire Lomami imetiwa nyasi kuliko manjanja. Nyumba ya masomo yenye kujengwa pembeni hapo, bado kumalizika. Regideso ilikufa tangu zamani, watu kanywa maji ya mashimu na visima. Kuna mashimu 7 iliojengwa na CARITAS pamoja na Croix-rouge. “Tangu pale tumepata maji”, amesema Georges Alengela, mlinzi wa mashimo haya.

Armand Makanisi



La rivière Lienge à 35 Km de Kisangani sur la route Opala © Mongongo

Wanawake wamewachezea wagombea (candidats) kwa zawadi walizopewa

Sio kwa roho moja, wanawake wamewachezea na kuwambia wagombea kwa kupata franka. Jambo hilo kamaliza heshima ya wanawake, huko wake wengine kaomba wenzao kupiga kura (voter, élire) wagombea wa kike.

Imetimu saa 20h kwenye aumônerie des jeunes ambapo wanawake karibu mia wamekuwa wakimngojea mgombea mmoja tangu mchana kati wake hapa wamechoka kuimba isipokua tu maongezi kati yao huko wengine wakisingia. “Tumekua hapa tangu 13h, bila kula” amesema Générose Senga mwanamemba wa DUREMA (Dynamique pour l’Union des Ressortissants du Maniema). “Nilikuwa nikimngojea mgombea mwenzangu amalize kuongea nasi ili nije kuwakuta hapa” amesema mgombea huyo aliyekuwa akingojewa. Na kukuta ni vigumu kuona mgombea kungojea hivi ikiwa ni mgombea wa kike.

Wake katika mashirika, makanisa, wafanyabiashara, askari, polisi na wanjane (veuves) wametamaniwa sana na wagombea. Ukosefu wa pesa na kazi unatuma wake hao kwenda popote wanapoitwa na wagombea kwa kutafuta franka. “Kuna siku naingia mikutano miwili kila mara niko niki-badirisha nguo” amehakikisha mjane huyo wa camp militaire Ketele.

Kuna wake wanaotembea kilometa kumi. “Natoka Lula ngambo ya pili ya bahari Congo kwa niaba ya shirika langu” amesema kicheko mdomoni mke huo wa miaka 40 hivi akiwa na mtoto mgongoni na akishimama mbele ya mlango wa mgombea mmoja. Wake hao kaitwa na wenyewe kuwashimamia katika mashirika. Ujumbe wa kinywa umetosha kwa kukusanya wingi wa wanawake. “Yeyote ule anaye lazima ya nguo ao mchele apite fasi fulani kesho 17h” ametangaza mobilisateur wa mgombea mmoja.

Kuna wake ambao wamepuuza kazi ya nyumba neno ambalo kaleta fujo na mabwana wao. “Hapana saa hii. Tuliitwa na 16h. fanya kwanza kazi ya nyumba” Zawia amemshauri jirani wa ngabo ya bahari mbele ya ofisi ya Caritas. Novemba 15 iliyopita mke mmoja Plateau Boyoma alipigwa vikali na mme wake sababu ya kupitisha siku nzima kwenye mgombea mmoja. Majuto ni makubwa kisha mikutano. Kufatana na hayo wagombea wametukanwa na wake hao kwa pesa ndogo wanayopewa (1500FC ao 2000FC

siku nzima). Kuna vilevile wakati vita katokea ya saa kugawanya franka kutoka mfuko wa mgombea (candidat). Hata hivi wanawake hawachoke kwenda mikutano. “Tangu asubuhi mpaka mangaribi, 2000FC tu. Ona mtoto wangu amepata homa” amejuta mwanamke mmoja. Kuna siku vilivile ambapo mgombea anaita watu bila yeye mwenyewe kufika. “Tunampenda mgombea wetu, lakini ona tangu 14h mpaka 18h amekosa kufika” wamejuta wake hao nafasi ya mkutano mbele ya Foyer Social ya Kabondo.

Kukosa encadrement

“Biashara ya unga, mafuta ya ngazi na viungo (épices) inanitosha kuliko kuimbia mtu jua kali” amesema mwuzabiashara wa kike huyo wa soko la IAT, wakati ameona vijana wengi wakigombana juu ya franka waliyopewa na mgombea mmoja. Waakilishi (observateurs) wengi wameshangaa kuona namna wanawake walio wengi kupita 50% ya wapigakura (électeurs) kutojua nguvu walio nayo. COF (Collectifs des Femmes) ambayo utangaza kwa miezi mengi sasa “manawake chagueni wanawake wenzenu” haine wanawake kufuata neno hilo. “Wanawake hao wamefata franka ya wagombea sio kwa kufatana na miradi yao (leur programme)” amesema kwa uzui Claudine Bela mwanamemba wa Shirika rahia (société civile) jimboni mashariki (Province Orientale).

“Wamefika kila wanapoitwa na hawachoke kungojea. Wanawake wana usikivu kupita wanaume wenye maneno mengi, huko wakiomba sana kwa ukali” amesema mobilisateur mmoja. Kwa mjini wa Claudine Bela viongozi wa mashirika ya kike hawafanye kazi yao ya encadrer wanawake ambao wamepoteza heshima yao kwa faida ya wanasiasa (politiciens).

Christian Uzilo

Bokeseni mpo na kokabola maloba na ba-candidant

Banda champagne esalemi, ba-candidat banso bazwi ngonga ya koloba ndenge moko te lokola esengi Csac (conseil supérieur de l'audio-visuel et de la communication). Ba-candidat ya MP (Majorité présidentielle) bazali na makoki nde bayambemi o bisika bya bopesi nsango wapi bazali kokumisa bango esika 'te bapesa nsango.

Na ba-radio mpe télévision ya Kisangani, bato bazali se koyoka nzembo mpe kolanda bilili ya misala ya ba-candidat balingi kokamba ekolo to kozala député. Ba-candidats mingi ya majorité présidentielle bazwi ngonga mingi na ba-radio privées to ya leta, RTNC. Bisika bya bopesi nsango na bapanzi nsango bazali kowela mbongo "coupage" bapesi mingi lokumu na ba-candidat bazali na makoki koleka baninga.

Ba-zulunale (journaux) ya kisangani ezali kobimisa bilili, numéro ya téléphone mpe misala ya ba-candidat. Nkombo ya bango ezali kotangema mbala na mbala. O nsango ya radio mpe ya télévision bazali kokumisa nsangela ya bango. "Tosengeli kopesa nsango se lokola batindeli biso zambi basilaki kofuta mpo 'te eleka bongo", eyebisi Mbuyi Mukadi, rédacteur en chef ya Rtnb (Radio télévision numérique boyoma), Jean-Pierre Lifoli, professeur mpe mopanzi nsango alobi 'te ekoki kosalema bongo te. "Esengeli te kopesa numéro ya candidat moko mpe kotika numéro ya basusu, soko te mbele ezali kosala propogande".

Manaka ma ba-candidat mayebani te. "Tokanisaki 'te bakokabola ba-candidat na bisika bya bopesi nsango lokola Haute autorité des médias esalaki na 2006", elobi Laurent Kangisa, rédacteur en chef ya radio Mwangaza. André Isia, secrétaire de rédaction ya Rtnb ayebisi 'te ba-candidat bakomelaka bango te ; bobele ba-candidat babale nde bazali koyokana mpamba te baninga ba biso bapanzi nsango bazali ntango inso pene na bango.

Boko ba-candidat bayokani na bapanzi nsango to bakonzi ba radio mpo 'te nsango ya bango eyokana. Likambo liye liyebani na ba-rédacteur en chef te. Bokeseni bonene bomononi mpenza. Balekisaki na matata meeting ya Etienne Tshisekedi minuti yoko na seconde 20. Nzokande misala mya ba-candidat député ya majorité ezali koleka minuti 5, elobi moko mopanzi nsango ya Rtnb.

Bozangi kosembola

Se ba-candidat bazali na mosolo nde bazwi ngonga ya koyebisa makambo ma bango o bisika bya bapanzi nsango zambi lya bozangi baye basengelaki kosembola likambo liye. Awa mpe bisika bya bopesi nsango bizali mingi o maboko ma bato ba politiki, Jean-Pierre Lifoli amoni 'te bobele ngambo moko nde ezali na libaku ya koloba mingi koleka basusu. Delvo Ate-nyi wa société civile alobi 'te lokola makambo mazali kosalema bongo, ekomi mpasi mpo na koyeba soko ba-candidat ya opposition bazali. Radio moko ya opposition ezongelaki misala mokolo mwa lomongi 20/11 nsima nsanza mingi ya mikakatano.

O bokutani Reprodhoc/po (Réseau provincial des ong de défense des droits de l'homme) asalaki mpo na kotala lolenge campagne ezali kosalema, bamonoki 'te bisika bya bopesi nsango ya leta bipesi ngonga mingi na ba-candidat ya majorité. Na yango basengaki na Csac epesa makoki lolenge moko na ba-candidat banso mpe mosala mwa bango momonono awa o Etuka ya monyele. Na Kinshasa Csac ebandaki mosala yambo ya campagne mpe bazali naino na makoki te mpo ba-bandisa mosala o bituka, elobi Benoît Kuda, mokambi wa lisanga lina o etuka eye. Abakisi 'te eleki mbula 2 bazangi bilo mpe bisaleli ; yango wana bazangi ndenge ya koyeba maye

mazali koleka o bisika bya bapanzi nsango. Azali kozela soko nani akoki kofunda yoko mbeba amoni mpo 'te asembola likambo. "Na botiyi bokeseni, bakonzi bakomi koyangela ndenge nsango ezali kopesama mpe baboyi 'te basembola makambo lokola esengeli", elobi J.P. Lifoli.

Kobunda mpo na Kosembola

Bobele radio Okapi ezali kopesa nzela na ba-candidat banso. Jacques Munkonkole, secrétaire de rédaction ya Radio Okapi ayebisi 'te bakosalela candidat nyoso reportage moko nsima ya meeting ya ye mpe koyebisa ba nsango ya ye nsima ya misala asali. Banda mwa 7/11 o linaka (Question du jour) bakoyambaka député moko ya majorité mpe moko ya opposition. Awa bazali 232, baponaki kokokana motango 30 ya ba-député lolenge bazali o masanga ma bango. Rtnb ezalaki na linaka lya masolo o libandela ya campagne kasi kin'o sika linaka lina libandi te zambi lya bozangi babyangemi. "Nabyangaki ba-candidat 4, kasi moko te ayanolaki o mbela ya ngai", elobi Mbuyi Mukadi wa Rtnb

J.P. Lifoli alobi 'te manso mana ezali se bozangi koyeba kobongisa mosala o libandela. "Bayebi eloko nini basengeli kobongisa o eleko eye ; bazali kozela 'te ba-candidat bakomela bango mpo bapesa bango mbongo, nzoka nde mingi kati na ba-candidat bayebi soko moko te litomba lya bisika bya bapanzi nsango..."

Trésor Boyongo



Roger Bamungu
Caricature Mongongo

Isangi kopono se bai libota ekosunga te

Mabunga mingi masalemi o Isangi ata bandimaki mitindo mya ezalela elamu (code de bonne conduite). Ba-candidat bamipesi na bandeko ba bango mpo 'te bakoka koponama. Basusu bazali koluka kotombokisa ba-militant ba bango, mpe biyamba bikomi kokoto o makambo matali campagne.

Banda campagne ebandi o territoire ya Isangi ezwami na 128 km na Nordi Esti ya Kisangani makambo mingi ma nkele masalemi ndakisa maloba mabe mpo na baninga mpe kopesa mbela ya kopono bai libota. Ba-candidat bakomi kosalela nzela eye mpo 'te bapono bango. Bazali koyebisa na bana nsomi 'te esengeli député moko abima o libota lya bango, elobi Jean, movandi ya mboka Yasendo. "Tosalaki makita 4 na bankumu mpo na kobimisa candidat ya chefferie ya biso," eyebisi moko movandi ya mboka ezwami na 70 km na Isangi. Basusu bazali kotinda bandeko ba bango bapekisa ba-candidat basusu kosala campagne na mboka ya bango. Administrateur ya territoire, Makanda Mwamba asepeleli na makambo maye té mpe alobi 'te bato bana babungi 'te secteur to chefferie moko té ekoki kobimisa motango mosengeli mpo na kopona député.

Makambo mabe

"Boponaki bato bayebi kolata sapâto ilongobani té o likita lya bankumu (hémicycle). Nakendeki na bango na magasin mpo basomba ya malamumu", elobi moko candidat député na botangaka nkombo ya moninga wa ye o bosu bwa bayekoli ba ISP Isangi. Mwa 16/11 candidat moko wa MP (majorité présidentielle) afundaki epai ya administrateur ndenge candidat ya opposition akendeki kosala campagne o bosu bwa quartier général ya ye. "Bato ba ye bazalaki koyemba 'te candidat mosusu azali te bobele ya bango. Bato ba ngai balingaki basilika kasi napekisaki bango", elobi ye. Oyo afundami ayanoli 'te bato ba ngai bazalaki o balabala, o lopango la moto te. Société civile etangi matambala 10 babimisi mpe photo 50 ya ba-candidat bapasoli banda mwa 7 kin'o mwa 14/11. Mpo na administrateur mokitani Feribert Ocun makambo maye mazali kosalema tee na mboka mingi na Yangambi.

Batosi motindo te

O likita lisalemaki o nsanza ya 10, ongs, biyamba, bakambi ya secteur na chefferie na bankumu ba

mboka bandimaki motindo mwa ezalela elamu mpo na kobangisa makambo manso ma ngala (actes de violence). Mokanda mona mopekisi ba-candidat kobimisa maloba ma kokabola bato ; yambo ya kosala meeting o zando asengeli koyebisa gérant mpo na kobangisa loyenge. Biyamba biboyaki kopesa maloba na ba-candidat o eleko ya losambo na ntina 'te bandimi bakabwana te. "Tosengeli kofungola maye ma bakristu mpo bayeba motindo ya moto oyo asengeli koponama kasi tokoki kotinda bango te 'te bapona moto oyo tolingi ye", elobi abbé Joseph Mola, président wa lisanga lya ba-pasteur litali ntombwa ya Isangi (PUDI). Mokolo mwa lomongo 15/11 o bokulisi bonganga bwa abbés, ba-candidat bamemeki makabo mpo na bango bazwaki maloba o ndako Nzambe te. Secrétaire régional ya communauté baptiste du fleuve Congo apekisaki na paroisse inso kopesa maloba na candidat o eleko ya losambo.

Basusu batosi mitindo mina te. "Pasteur wa biso azangeli yaya na ngai oyo azali candidat botosi", elobi Fiston, mondimi wa yoko église de réveil ya Yabaondo. Afundi 'te pasteur alobaki mabe na nkombo ya yaya wa ye ntango azalaki kolakisa candidat moko na bakristu o ndako Nzambe. "Tokomi koyamba bango mingi mikolo miye toyebi ndenge ya kosala lisusu te", elobi gérant ya zando Lisaliko o territoire ya Isangi. Mokolo moko wa lomongo mobulu mokotoki o zando ya Yangambi zambi ba-candidat batano bayaki kosala meeting mya bango. Ba-commerçant bayebisi 'te babungisaki biloko bya bango ntango moko candidat azalaki kobwa bikoti (chapeaux) mpe photo ya ye.

Radio ibale ya bato bapolitiki basengelaki kotika kotanga nkombo ya ba-candidat baye bakoki kozwa maloba o radio ina te. Ba-chef ya secteur na ya chefferie basengelaki kondimela moto te. Ba-candidat baye bapesaki bango tukutuku na antennes paraboliques balingi 'te batinda bato bapona se bango.

Joseph Bassay

MONGONGO

Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél : +243 (0) 99 808 78 81

Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Ernest Mukuli

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Opala : Aimé Césaire Efang

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla, Serge César Ndahora
Anualite Unyuthi

Traduction

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Dessin : Roger Bamungu

Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Commercial :

Gertrude Nabiata

Tél : +243(0)85 338 06 84

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel : (24 numéros) 30 \$.

Abonnement de soutien : 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussé Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.